

---

# MUSSOLINI ÉTAIT-IL ANTISÉMITES ?

PAR LILA AZAM ZANGANEH

---

Un matin d'hiver 1933, aux aurores, Mussolini reçoit une lettre secrète d'un homme de confiance délégué en Allemagne. L'agent du Duce rapporte une rencontre, le 3 février, avec Rudolph Hess, secrétaire personnel d'Adolf Hitler, élu chancelier quatre jours plus tôt. Hess souhaite présenter une requête urgente à Mussolini. Sous couvert de la plus grande discrétion, Hess exprime le souhait que l'*opus magnum* de son maître, *Mein Kampf*, soit publié en Italie. Le Führer ne nourrit, assure-t-il, aucun dessein politique en Italie. Il s'agit avant tout de percevoir des droits d'auteur à des fins de politique intérieure. Hess élucide, plaide. Les nazis ont désespérément besoin d'argent. Il en va de leur victoire aux élections législatives. Ces élections, ils le savent, sont cruciales. Une victoire du parti national-socialiste scellerait l'avènement définitif du III<sup>e</sup> Reich.

Ainsi commence le livre de Giorgio Fabre, *Il Contratto: Mussolini, editore di Hitler (Le Contrat : Mussolini, éditeur de Hitler)* paru aux éditions Dedalo, en Italie, l'été dernier. Journaliste à l'hebdomadaire *Panorama* et auteur de plusieurs ouvrages sur le fascisme italien, Fabre a découvert, à Rome, une série de documents inédits après avoir fouillé, des années durant, les archives du ministère des Affaires étrangères. C'est là, parmi des liasses de papiers incrustés de poussière, qu'il retrouve la trace d'un partenariat littéraire, inconnu à ce jour, entre Hitler et Mussolini.

Car l'histoire, bien sûr, continue. Mussolini accepte sans tarder la proposition de Hess. *Mein Kampf*, publié pour la première

fois en Allemagne, en 1925, par la Franz Eher Verlag, il est devenu un immense succès national après quelques mois. Dès sa parution, le livre permet à Hitler, un extrémiste marginal connu jusque-là pour une tentative de putsch manqué à Munich, d'acquiescer une certaine influence politique. En 1933, Hitler vient de prendre le pouvoir, il est désormais un acteur sur l'échiquier politique mondial et les éditeurs étrangers se piquent soudain d'intérêt pour son livre. La maison d'édition anglaise Hurst and Blackett paie 2 611 marks (1 000 dollars) en droits d'auteur à la Franz Eher Verlag. Aux États-Unis, la Houghton Mifflin avance 500 dollars, pour une première impression à 7 000 exemplaires. Mussolini, quant à lui, s'avère infiniment plus prodigue. Selon un document trouvé par Fabre et reproduit dans son livre, le Duce ordonne l'envoi de 53 625 marks (presque 20 000 dollars) à la Verlag. C'est probablement la somme la plus importante jamais versée en Italie, pendant cette période, pour une traduction étrangère.

Pourquoi donc Mussolini utilise-t-il le pouvoir de l'État pour financer le livre de Hitler ? Et pourquoi débourse-t-il une somme si importante ? Mussolini, répond Fabre, appuie une victoire législative nazie en mars 1933, victoire qui, selon le biographe de Hitler, Joachim Fest, complèterait « la révolution légale » du Führer. Il s'agit donc, non seulement d'un geste diplomatique mais aussi d'une tentative de parrainage politique. *« Par-dessus tout, note Fabre, c'était un signe de soutien du fascisme italien au pouvoir nazi naissant. Une somme plus grosse que les nazis n'auraient jamais pu espérer pour la simple vente de leur livre. »*

Pourtant, au cours des semaines suivantes, les nazis changent d'attitude. Ils temporisent, n'acceptent aucun acompte. Il s'avère qu'entre-temps, Hitler a obtenu le soutien du complexe militaro-industriel allemand. Et le Führer craint désormais d'avoir l'air d'être le vassal des Italiens. Il choisit donc de ne pas toucher à l'argent de Mussolini aussi longtemps que durera sa campagne électorale. Cependant, une fois la victoire arrachée, et au vu de la somme offerte, les nazis signent un contrat de traduction le 30 mai 1933, après d'ultimes tergiversations, et dans le souci méticuleux

de ne laisser aucune trace de la transaction. Mussolini, inquiet lui aussi de conserver le secret d'État, demande que l'argent soit transféré « anonymement et en liquide ». Les Allemands, enfin, exigent que le traducteur ne soit pas juif.

Il se trouve que le célèbre éditeur, Valentino Bompiani, retenu de plein gré pour le projet, n'est pas mis au courant de cette dernière clause et, suprême ironie, il embauche Angelo Treves, un traducteur réputé, qui est juif. Les Allemands s'offusquent ; Bompiani retire le nome probablement pour prudence sans connaître la discussion sur le contrat et Bompiani retire le nom de Treves de la première édition italienne de *Mein Kampf*, parue en mars 1934, sous le titre *La Mia Battaglia*, avec une nouvelle introduction rédigée par Hitler. Le livre conquiert rapidement le marché italien et, en moins de six mois, passe trois fois en réimpression.

Si l'épisode s'était clos ici, il n'aurait sans doute été qu'une notule dans la chronique d'un sinistre partenariat politique. Mais selon Fabre, la participation active de Mussolini dans la traduction du *Mein Kampf* ne représente qu'une infime partie de ses affinités idéologiques avec Hitler. Ce *Mein Kampf* italien, *La Mia Battaglia*, préfigure à ses yeux une ère de coopération croissante entre les fascistes italiens et les nazis. Ce contrat est peut-être même, soutient Fabre, la première étape dans une longue série de mesures qui lieront irrémédiablement le fascisme italien à l'hydre du national-socialisme. Lorsque je l'ai rencontré à Rome l'été dernier, Fabre a longuement insisté, preuves à l'appui, sur le fait que la traduction du « livre noir de l'humanité » marque clairement le début d'une campagne secrète de mesures antisémites à l'intérieur même de l'Italie, campagne qui éclatera au grand jour lors de la ratification des lois raciales de 1938. Ces lois, semblables aux lois de Nuremberg en Allemagne, expulseront sans appel, et jusqu'à la Libération, les Juifs italiens de l'ensemble de la vie publique.

Tout ceci est, évidemment, un moment particulièrement honteux de l'histoire italienne. C'est aussi une période que les Italiens ont longtemps cherché à aplanir dans sa complexité. Mussolini,

entend-on souvent de part et d'autre du pays, ne fait, de 1939 (pourquoi 1939 et pas 1938?) à 1943, que le jeu de Hitler, alors que lui-même n'est ni antisémite, ni raciste. À ce jour, bien des Italiens continuent de croire que, jusqu'à ce qu'il impose les lois raciales de 1938, Mussolini est profondément indifférent à l'idéologie nazie. Et ce n'est sans doute pas sans raison que le contrat italien du *Mein Kampf* est demeuré entièrement secret pendant plus de soixante-dix ans. La poignée d'Italiens qui en connaissent l'existence mentent - comme l'éditeur Bompiani, qui soutient dans ses *Mémoires* que le contrat fut une idée du traducteur juif Treves, avide d'exorciser les germes du national-socialisme en terre italienne - ou omettent à dessein d'en laisser aucune trace écrite. Même le défunt Renzo De Felice, l'éminent biographe de Mussolini, nie que le Duce a courtoisé Hitler dès le début des années 1930. De Felice écrit d'ailleurs, dans une *Brève histoire du fascisme*, que Mussolini a longtemps pris Hitler pour un « possédé, auteur d'un livre illisible, entouré de fanatiques et d'homosexuels, littéralement malade d'idéologies racistes et antisémites, bref, en rien un homme politique de grande stature ».

Les documents portés à la lumière par Fabre - et reproduits intégralement dans son livre - suggèrent une histoire bien différente. Selon Fabre, les archives montrent sans ambiguïté que si Mussolini, qui connaît l'allemand, n'a probablement jamais lu l'ensemble de *Mein Kampf*, on lui a soumis un résumé de son contenu, serti d'extraits de ses théories raciales les plus effroyables, qu'il souligne de sa propre main dès 1933. Et quand la version italienne est enfin publiée, au printemps 1934, elle fait l'objet d'une recension somme toute favorable dans *Il Popolo d'Italia*, le journal officiel du parti fasciste, propriété de Mussolini même. Le critique y réprimande Hitler quant à son obsession pour le « triomphe suprême de la race allemande », mais ne fait nulle mention de la nature féroce antisémite du livre, ni même du passage qui déclare que l'Italie fasciste a déjà commencé d'arracher les « crocs empoisonnés » du judaïsme.

Fabre démontre ensuite que les manifestations de l'antisémitisme mussolinien commencent dès le début des années 1930. Ce

faisant, il approfondit les recherches de Michele Sarfatti, un jeune historien du fascisme italien, spécialiste de la question juive, qui date quant à lui les premiers soubresauts de l'antisémitisme étatique à la fin de l'année 1935. Ainsi, les œuvres combinées de Sarfatti et Fabre documentent rigoureusement l'élimination progressive des Juifs italiens de haut rang, notamment dans la presse, la finance, l'université et les administrations locales, trois à cinq ans avant l'institution des lois raciales de 1938. C'est dire que, si au départ les nazis se considèrent d'une certaine façon comme la progéniture idéologique du fascisme italien, au fil des années, ils semblent bien influencer une pratique raciste du fascisme mussolinien.

Bien sûr, le national-socialisme et le fascisme italien ne sont en rien une seule et même mouvance. Sur le plan international, le réveil de la « *furor teutonicus* » met à mal les aspirations politiques de Mussolini, surtout au regard de l'Autriche. Et le Duce lui-même, semble-t-il, demeure longtemps ambivalent - ou en tout cas professe-t-il de l'être - à propos des théories raciales de Hitler. Il sème, sans doute par pur opportunisme, des signes très ambigus. En 1932, dans un entretien accordé au journaliste Emil Ludwig, un Juif allemand, le Duce insiste sur le fait que ses intentions à l'égard des 40 000 Juifs italiens sont « honorables ». Par la suite, il conseille maintes fois à Hitler de mettre fin aux persécutions sanglantes des Juifs allemands. Et Mussolini de suggérer aussi que, si Hitler est réellement décidé à conduire une politique antisémite, il doit prendre ses précautions, et ne la mener à bien qu'« à travers une élimination progressive des juifs occupant des postes de pouvoir ». Mais, lorsque la violence contre les Juifs allemands s'apaise un temps en 1933, le même Mussolini alerte l'ambassadeur allemand à Rome de « ne pas errer dans la direction opposée ».

Comment alors résoudre l'énigme mussolinienne ? Aux yeux de Fabre, Mussolini est pris au piège d'une immense rivalité avec Hitler, qui déborde inmanquablement sur la question juive. « Le régime politique de Hitler était plus raciste que le sien, et il semblait prendre de l'avance », explique Fabre. « Aussi, dès 1934,

Mussolini a exprimé la nécessité, dans une circulaire ministérielle, de « défendre la dignité de la race. » *Mein Kampf* avait été publié deux jours plus tôt en Italie. » Mussolini souhaite construire son propre antisémitisme, plus « politique » et moins brutal que celui de son rival. À partir de 1933, les Juifs italiens commencent à être perçus comme des ennemis de l'État, mais contrairement aux manœuvres de Hitler, les actions de Mussolini sont sporadiques et difficiles à connecter. Des articles antisémites sont publiés dans la presse (dont certains semblent être des articles anonymes de la main de Mussolini), de supposés conspirateurs sont arrêtés, des recensements religieux sont effectués de manière plus ou moins systématique. Mussolini bloque personnellement, à partir notamment de 1933, l'accès de plusieurs juifs à des postes administratifs importants, et il en déchoit d'autres de postes « visibles ». Deux proches collaborateurs du Duce, Guido Beer et Guido Artom, sont ainsi démis de leurs fonctions gouvernementales. Mussolini destitue Carlo Foà, directeur de faculté à l'université de Milan, et Giuseppe Toeplitz, administrateur délégué de la Banque commerciale. Il licencie celle que l'on soupçonne d'avoir été sa maîtresse, Margherita Sarfatti, du *Popolo d'Italia*, interdit à une vieille journaliste fasciste de représenter l'Italie dans un voyage officiel au Japon. « On n'envoie pas un juif en vadrouille », note Mussolini dans un document officiel cité dans le livre de Fabre. C'est que, avant 1938, beaucoup de Juifs italiens appartiennent encore au parti fasciste.

Sans grande surprise, les réponses au livre de Fabre se sont partagées en Italie suivant des lignes politiques nettement démarquées. Dans le *Corriere della Sera*, principal quotidien centriste, le critique Dino Messina a jugé le livre de Fabre « passionnant », un de ces livres rares au regard desquels le lecteur est contraint de revoir un fait historique majeur. Néanmoins certaines publications plus conservatrices, comme *Il Domenicale*, l'hebdomadaire culturel créé par un des proches associés politiques de Berlusconi, sont restés sceptiques face aux conclusions de Fabre, comme l'ont été d'ailleurs un certain nombre d'universitaires et d'hommes politiques.

Lorsque je suis allée le voir dans son élégant appartement romain, Giano Accame – un grand historien de la droite et l'un des fondateurs du Movimento sociale italiano, le parti néofasciste de l'après-guerre – m'a asséné sans plus attendre que la thèse de Fabre était « exagérée ». « Mussolini, bien entendu, ne partageait pas les opinions de Hitler sur les juifs », m'a-t-il dit, pendant que nous étions assis dans son bureau, décoré d'un buste et d'une photo de Mussolini autographiée. « Mais il se rendit compte qu'en nouant une alliance avec les Allemands, il devenait l'ennemi des juifs du monde entier. À ce moment-là, il prit la décision méprisante de ratifier les lois raciales. C'était un raisonnement désagréable teinté de réalisme politique. » Et quant à la décision de financer un *Mein Kampf* italien : un geste diplomatique d'amitié pour Hitler. « Avec les années, il est plus aisé de construire des visions qui, il y a un moment, auraient été inacceptables. Au procès d'Eichmann, il y a eu des déclarations en faveur de la politique italienne pour la défense des juifs. Hannah Arendt distingue clairement le système fasciste italien des systèmes totalitaires soviétiques et allemands (elle a raison). Et pourtant, à mesure que le temps passe, comme les récits de chasse, deux petites perdrix deviennent d'énormes faisans. » Accame soutient que Mussolini – comme la majorité des Italiens – n'était en rien antisémite, et que le fascisme italien était d'ailleurs partiellement financé par les juifs. Pour lui, il ne fait pas l'ombre d'un doute que les Juifs italiens n'ont jamais été éliminés de postes de responsabilité avant 1938. Il ajoute, après un regard furtif en direction du buste noir, « Ce n'est pas bien. Il ne faut pas jouer au bras de fer avec les morts. »

Or ce sont précisément ces éliminations, poursuit Fabre, qui sont idéologiquement significatives, ce d'autant plus qu'elles semblent contingentes. « Ainsi, aux yeux du monde, Mussolini n'avait pas l'air d'un antisémite. » Le Duce, croyant être suprêmement machiavélique, se proclame même défenseur des juifs de Palestine, ces derniers pouvant s'avérer utiles contre les Anglais. Mussolini est convaincu d'être plus rusé que Hitler, et il tente d'agir, notamment à l'endroit de la communauté juive, de manière infiniment plus subreptice. Néanmoins, et non sans contradiction, lorsqu'il finit par imposer les lois raciales de 1938, le Duce déclare soudain

avoir formulé des théories racistes bien avant Hitler. À en juger par ses écrits de jeunesse depuis longtemps tombés dans l'oubli, il dit vrai. Dans un essai sur Nietzsche publié en 1908, Mussolini écrit, « *Les pâles juifs détruisirent Rome. L'inversion des valeurs morales a été le grand œuvre des juifs.* »

Mussolini, pense Fabre, a été, en fin de compte, « *un Hitler manqué qui n'a jamais écrit son propre Mein Kampf, et qui s'est contenté d'introduire les tomes racistes de Hitler en Italie.* » Avec les conséquences que l'on sait. Cinq ans après l'instauration des lois raciales de 1938, Victor Emmanuel, roi d'Italie, fait arrêter Mussolini et signe un armistice hâtif avec les Alliés. L'Italie est alors rapidement occupée par les nazis, qui rétablissent Mussolini à la tête de cet État fantoche qu'est la République de Salò. Puis, comme le suggère avec une immense pudeur le film si mélancolique de Vittorio De Sica, *Le Jardin des Finzi-Contini*, plus de 8 000 Juifs italiens sont déportés après le 8 septembre 1943 ; 5 644 meurent à Auschwitz.

Alessandra Mussolini, la petite-fille du Duce, aujourd'hui députée européenne de l'extrême droite, se refuse à commenter l'héritage de son grand-père et le livre de Fabre. « *Je ne veux pas dire des choses qui me porteront préjudice plus tard.* » Tant d'autres ont été presque aussi pusillanimes. Mais Fabre ne s'en étonne pas. « *Une fois que vous commencez à enquêter, vous vous trouvez face à un immense problème : toute une partie de la classe dirigeante a complètement falsifié la vérité après la guerre et renonce à ce jour à admettre les faits de partenariat entre Hitler et Mussolini.* » *Le Contrat* est donc bien plus qu'un livre provocateur. Il raconte un autre visage de l'histoire italienne, longtemps enseveli dans les abîmes troubles de l'oubli.